



**LES PRIX EXPLOSENT...**

**AUGMENTEZ  
LES SALAIRES  
ET TOUS LES  
REVENUS!**



**PARTAGEONS LES RICHESSES!**

## **LE CAPITALISME, DE CRISE EN CRISE...**

*Depuis la crise de 2008-2009, l'économie capitaliste tourne au ralenti et semble entrer en récession. Malgré l'informatisation, l'automatisation, l'intelligence artificielle, les gains de productivité sont à un niveau historiquement bas.*

### **DES CADEAUX VERTIGINEUX AU GRAND PATRONAT**

Incapables de maintenir un niveau de profit suffisant pour rentabiliser leurs investissements, les entreprises obtiennent de l'État toujours plus d'argent public. En 2019, avant même le «quoi qu'il en coûte» de la période du COVID, les aides publiques accordées aux capitalistes s'élevaient à 205 milliards d'euros. C'est plus de trois fois le budget de l'Éducation nationale ou deux fois le coût des soins hospitaliers à l'échelle nationale. La crise sanitaire a été une nouvelle occasion de distribution d'argent public sans contrepartie : l'État a payé les salaires à la place des patrons sans même regarder si les entreprises pouvaient le faire...

*En 2019 les aides publiques accordées aux capitalistes s'élevaient à 205 milliards d'euros*

### **LES SERVICES PUBLICS RATIBOISÉS**

Pour financer ces cadeaux, allègements et autres exonérations, tous les services publics non répressifs ont été mis à l'os au cours des vingt dernières années, en particulier l'hôpital public. Dans le même temps, à partir de 2007, la part de l'impôt sur les sociétés dans les recettes de l'État a diminué non-stop, tandis que celle de l'impôt sur les revenus des salarié-es/retraité-es n'a cessé d'augmenter. Après les services publics, le gouvernement s'attaque à la protection sociale : assurance chômage, assurance maladie, retraites. Limiter les hausses de salaires, alors que les prix explosent, renvoie à la même logique : céder une part toujours plus grande des richesses produites au capital, au détriment de celles et ceux qui les créent.

### **IL FAUT REPRENDRE LE CONTRÔLE**

Les sommes astronomiques allouées au capital doivent être récupérées pour être investies dans la planification écologique et recréer les services publics indispensables. Certaines boîtes n'y survivront pas ? C'est qu'il est temps de débrancher la perfusion. Les entreprises qui ne vivent que d'argent public doivent être socialisées, placées sous le contrôle de leurs salarié-es (qui retrouveront la maîtrise de leurs conditions de travail) et de la collectivité (qui pourra juger des priorités et des orientations en matière de production et d'investissement). Certaines, comme TotalEnergies, doivent être mises hors d'état de nuire, pour les empêcher d'extraire toujours plus de gaz et de pétrole, de précipiter le chaos climatique et la destruction des écosystèmes. La socialisation des groupes capitalistes de l'énergie doit permettre de sortir des énergies fossiles et du nucléaire, de réduire drastiquement la consommation d'énergie et de développer les renouvelables. Le système bancaire doit aussi être socialisé afin de reprendre la main sur les choix d'investissement.



# FACE À L'INFLATION, BLOCAGE DES PRIX, AUGMENTATION DE TOUS LES REVENUS!

*Mois après mois, l'inflation rend la vie un peu plus difficile. D'après l'INSEE, les prix ont augmenté de 5 % sur un an, dont + 15 % pour l'alimentation, + 18 % pour l'électricité... La pauvreté touche maintenant 9 millions de personnes en France, les Restos du cœur ont augmenté leurs distributions de 35 % par rapport à 2022, et deux étudiant.es sur trois sont en situation d'extrême précarité...*

## INFLATION, GEL DU POINT D'INDICE...

Dans la Fonction publique avec ses 5,6 millions d'agent-es, le décrochage salarial est massif : après 20 ans de gel du point d'indice par les gouvernements (de gauche comme de droite), ce ne sont pas les quelques revalorisations de 3,5 % en 2022 ou 1,5 % en juillet 2023 qui ont permis de résorber la chute de 16 % de notre pouvoir d'achat depuis 2010. Les seules « négociations » possibles sont celles des primes qui renforcent l'individualisation des parcours et des carrières, l'arbitraire et le clientélisme, les inégalités de genre... Et si elles se matérialisent bien par quelques euros supplémentaires sur nos fiches de paies, en réalité, elles dégradent nos salaires puisqu'elles ne sont pas soumises à des cotisations sociales et ne compteront finalement pas pour nos retraites, nos droits chômage, maladie...

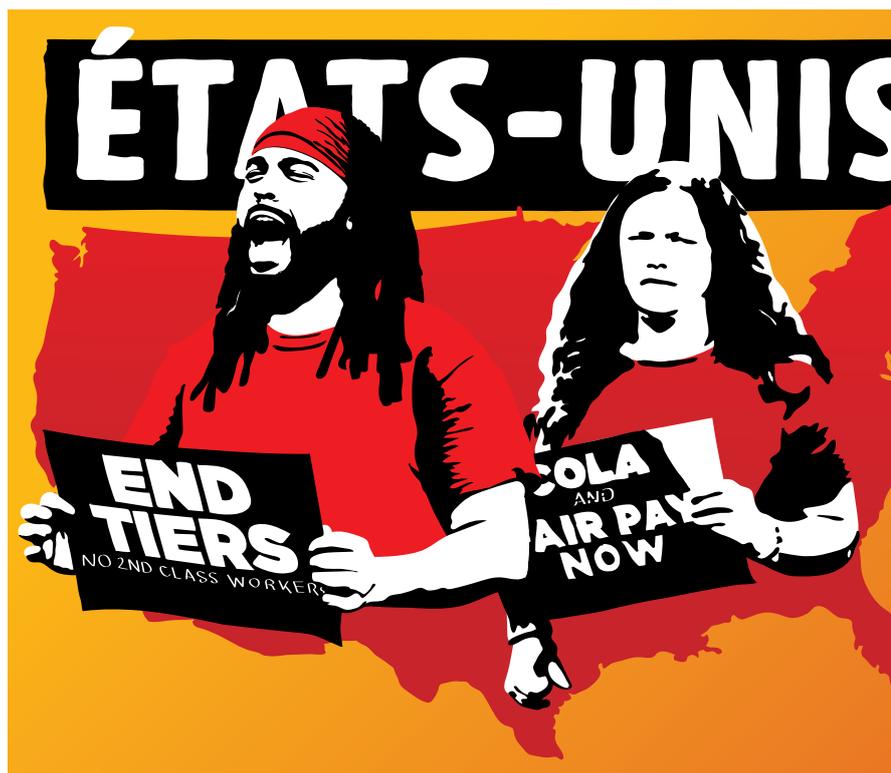
## SE BATTRE POUR DES MESURES D'URGENCE

Face à l'augmentation des prix, il faut des mesures immédiates :

- **l'augmentation des salaires de 400 euros net,**
- **un revenu minimum à 1800 euros net,**
- **la suppression de la TVA (l'impôt le plus injuste),**
- **l'indexation des revenus (salaires, allocations, retraites) sur les prix,**
- **un pré-salaire d'autonomie pour les jeunes.**

Des mobilisations ont lieu dans plusieurs entreprises : Seb Moulinex en Mayenne, Zeiss près de Fougères, à la ville d'Albi, Fleury Michon en Vendée, JDC (Pays de la Loire)... Elles reprennent le flambeau de grèves qui ont eu lieu avant le mouvement sur les retraites.

Pour gagner les mesures que nous proposons, il faudrait que la colère qui s'exprime de manière éclatée se transforme en lutte sociale, par des grèves qui s'unifient ou par une mobilisation comme celle des Gilets jaunes.



# NE PERDONS PAS NOTRE VIE À LA GAGNER

## PRÉCARITÉ DANS TOUS LES DOMAINES, C'EST NON!

Alors que l'inflation grignote nos revenus, le patronat, non content de faire les poches aux salarié·es, privilégie ce qui lui permet d'augmenter ses profits. Avec l'intérim tout d'abord qui s'étend dans l'industrie, la contractualisation dans les services publics, mais aussi par le développement de formes de contrats précaires comme le CDI intérim : on peut désormais faire de l'intérim toute sa vie... L'extension des contrats précaires mais aussi l'explosion de l'auto-entrepreneuriat, qui conserve bien des contraintes du salariat mais sans aucune protection, permet au patronat de bénéficier d'une main-d'œuvre corvéable et jetable tout en renforçant la pression sur les salarié·es.

## DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL, C'EST NON!

Les destructions de l'emploi statutaire, des CDI et des postes de titulaires dans la Fonction publique, pèsent lourdement sur les conditions de travail des salarié·es. L'absence de formation dont le patronat a pourtant la responsabilité, en particulier pour les plus précaires, augmente l'exposition aux risques et maladies professionnels, aux accidents de travail et aux accidents mortels. Plus de 50 000 cancers liés au travail, 2 morts

au travail par jour : plus que jamais, nous devons réaffirmer que nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner!

Pour dégager des profits supplémentaires, les réorganisations qui s'enchaînent déstabilisent les collectifs de travail, diminuent les capacités de défense et la protection des travailleur·euses. L'intensification du travail, la précarisation des salarié·es épuisent et conduisent à de nombreuses incapacités professionnelles, à l'invalidité. Les risques psychosociaux — principalement liés à des organisations du travail qui mettent les salarié·es en souffrance — sont devenus une donnée centrale, entraînant stress, harcèlement managérial, violences...

Le recul de l'âge de départ à la retraite est un leurre, nombre de salarié·es ne pourront pas travailler plus longtemps. Et pendant que certain·es s'échinent au travail, des millions d'autres en sont exclus!

## ATTAQUES CONTRE LA MÉDECINE DU TRAVAIL, LES CHSCT, L'INSPECTION DU TRAVAIL...

Plutôt que de donner aux salarié·es, aux médecins du travail, à l'inspection du travail, les moyens d'agir sur les causes, le gouvernement fait la chasse aux arrêts maladie. La perte de sens du travail et au travail met tous les jours en lumière l'aliénation du monde du travail, face au capital

qui nous fait produire des marchandises et des services qui nous échappent.

Pour accompagner cette dégradation générale des conditions de travail, c'est à un véritable détricotage de la prévention, de la santé et de la sécurité au travail, que s'est attelé Macron, avec la destruction des Comités hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT) qui affaiblit la prévention des risques et des capacités de vigilance et de réactions des salarié·es.

## RECONQUÉRIR NOS DROITS, SE BATTRE POUR DE NOUVELLES AVANCÉES SOCIALES!

Face à ces attaques, reconstruire les collectifs de résistances, avec en premier lieu les organisations syndicales, est d'une nécessité et d'une actualité brûlante pour les luttes et les batailles à venir. Nous avons besoin d'une véritable médecine du travail aux côtés des salarié·es et des agent·es, d'une inspection du travail qui ait les moyens d'intervenir autant que nécessaire.

Et, pour profiter de la vie, il faut la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), 4 journées de travail de 7 heures par semaine, sans perte de salaire et sans dégradation des conditions de travail. Telles sont les revendications du NPA pour partager le travail entre toutes et tous et ne pas perdre notre vie à la gagner!

# LES SALARIÉ·ES DE L'AUTOMOBILE AUX USA OUVRENT LA VOIE

Alimentée par les attaques subies en 2008 quand le patronat (avec à l'époque la caution de la direction de l'UAW, Syndicat des travailleurs de l'automobile) avait bloqué les salaires et mis en place des contrats au rabais, la colère des salarié·es des trois grandes entreprises du secteur automobile des États-Unis (Ford, Général Motors et Stellantis) explose en cet automne. La lutte engagée par la direction de l'UAW nouvellement élue, marque une nouvelle étape de l'affrontement, avec une extension de la grève pendant les négociations avec les employeurs. Les

salarié·es sont informés régulièrement et des aides à la mobilisation et à la résistance face aux attaques patronales sont mises en place. Depuis le 30 septembre, ce sont déjà 25 000 travailleur·euses qui sont en grève et des dizaines de milliers sont prêts à s'y engager. Soutenu largement, jusqu'à Biden, et condamné par Trump, ce mouvement prend d'ores et déjà une dimension politique.

Les revendications sont d'une ampleur inégalée : augmentation de 40 % des salaires (l'équivalent de l'augmentation des rémunérations

des patrons), réduction du temps de travail à 32 heures et suppression du système d'emploi à plusieurs niveaux (système qui implique que les nouveaux travailleur·euses embauchés à temps plein sont moins bien payés durant plusieurs années, et avec des «bénéfices sociaux» — couverture maladie et retraite — inférieurs). Cela pourrait inspirer salarié·es et organisations syndicales en France et dans le monde entier. Populariser cette lutte, lui apporter notre soutien et notre solidarité, est essentiel!

# CE QUI EST ESSENTIEL N'A PAS DE PRIX

## GRATUITÉ POUR LES BESOINS DE BASE

Tous les êtres humains devraient pouvoir satisfaire leurs besoins vitaux : se nourrir, se loger, boire, se laver, se chauffer, se soigner, s'éclairer, se déplacer. La satisfaction de ces besoins élémentaires ne doit donc pas être soumise au fait de pouvoir payer ou non mais assurée à chacun.e quelle que soit sa situation. Les premiers mètres cube d'eau et les premiers kilowatts doivent être gratuits pour en garantir l'accès à toutes et tous, un tarif largement progressif doit pénaliser le gaspillage et limiter la consommation dans un contexte de crise écologique. Les transports publics collectifs doivent être gratuits pour réduire l'utilisation de la voiture, coûteuse, nocive pour la santé comme pour le climat.

Pour ce qui est de se nourrir, chacun.e doit pouvoir accéder à des aliments produits dans des conditions respectant la planète et la santé, à proximité autant que possible des lieux de consommation. Il s'agit d'instituer une "sécurité sociale alimentaire", c'est-à-dire socialiser la prise en charge de ce besoin vital.

Assurer l'accès par un financement socialisé à tous ces besoins élémentaires est une mesure à la fois socialement nécessaire et écologiquement indispensable. Cet accès doit être universel, c'est-à-dire par exemple sans condition de titre de séjour.

## DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS

D'autres besoins essentiels, aujourd'hui pris en charge gratuitement dans la famille, principalement par les femmes, doivent également être assumés collectivement : soigner, s'occuper de la petite enfance et de la perte d'autonomie des ancien.nes... Il faut des services publics de qualité avec des agent.es en nombre suffisant, formé.es, avec des conditions de travail qui leur permettent d'assurer aux usager.es un service de qualité. L'accès à ces services doit être réellement gratuit, contrairement à ce qu'essaie d'instituer le gouvernement pour la santé. Ils doivent être financés en dehors de tout objectif absurde de rentabilité.



## DE L'ARGENT IL Y EN A DANS LES CAISSES DU PATRONAT!

Le financement de toutes ces mesures et de ces services est crucial. Il faut récupérer les cotisations sociales que le patronat s'exonère de payer soit en fraudant soit parce que le gouvernement lui en a fait cadeau (heures supplémentaires, bas salaires, etc.). Et s'il en manque encore, de l'argent il y en a : dans les cadeaux faits au patronat par le gouvernement sans aucune contrepartie ni écologique ni d'emploi (CICE : crédit impôt compétitivité emploi, subventions diverses,...), dans les profits (64 milliards de bénéfices nets pour les entreprises du CAC40 en 2022), dans la fraude fiscale (80 milliards selon l'estimation de l'INSEE)... Cet argent doit être versé sous forme de cotisations sociales par les entreprises, par l'impôt sur les grandes fortunes, et géré par les premier-es concerné-es, les utilisateur-trices à travers des systèmes d'élections directes, cela dans l'esprit qui présidait à la création de la sécurité sociale.

## VISER LA GRÈVE POUR IMPOSER CES MESURES

Financer les besoins de cette manière, par la socialisation, vient modifier la répartition des richesses produites : au lieu d'aller à ceux qui possèdent le capital industriel et financier, nous revendiquons que les richesses produites servent à satisfaire les besoins de l'ensemble de la population.

Pour l'imposer il faut des luttes massives, qui fassent peur au gouvernement et au patronat, que ceux-ci soient obligés de lâcher au risque de tout perdre ! De telles luttes doivent allier la radicalité, par exemple celle des Gilets jaunes, et le blocage de l'économie, comme en 1936 ou en 1968. Elles doivent s'appuyer sur les mobilisations construites et contrôlées à la base, dans les lieux de production, de transports, dans les services publics, sur les lieux d'habitation... et être coordonnées à l'échelle du pays. C'est cet objectif que nous devons viser.